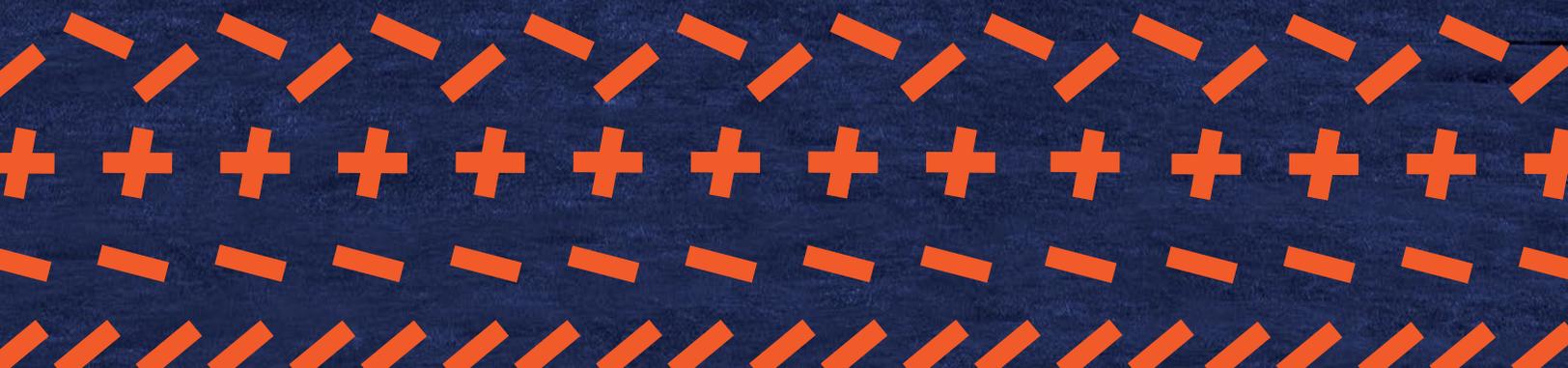


Ipas

PROJET 2025 :

**Une promesse anti-genre pour démanteler
l'aide étrangère et le multilatéralisme**



© 2024 Ipas

Citer ce document : *Project 2025: An Anti-Gender Promise to Upend Foreign Assistance and Multilateralism* (Projet 2025 : Une promesse anti-genre pour démanteler l'aide étrangère et le multilatéralisme). Ipas : Chapel Hill, Caroline du Nord.

Ipas s'efforce de faire progresser la justice reproductive en étendant l'accès à l'avortement et à la contraception, à l'aide d'une approche holistique qui porte sur les systèmes juridiques, sociaux et de santé. Nous pensons que chaque personne doit avoir le droit à l'autonomie corporelle et doit être en mesure de déterminer son propre avenir. En Afrique, en Asie et en Amérique, nous travaillons avec des partenaires pour garantir que les services de santé reproductive, y compris l'avortement et la contraception, sont disponibles et accessibles à toutes et tous.

Ipas est une organisation 501(c)(3) à but non lucratif agréée. Toutes les contributions à Ipas sont déductibles des impôts dans la mesure autorisée par la loi.

Ipas

P.O. Box 9990
Chapel Hill, NC 27515 USA
1.919.967.7052
ContactUs@ipas.org
www.ipas.org

Table des matières

Résumé	4
Contexte : Le Projet 2025.....	7
Expansion extrême d'une politique étrangère anti-avortement : la Règle du bâillon mondial (Global Gag Rule, ci-après GGR selon son sigle en anglais).....	11
Le nationalisme chrétien américain : conséquences pour le multilatéralisme.....	18
Soutien à l'égalité des genres et aux droits humains à l'ère de l'extrême droite mondiale	23
Conclusion.....	26

Résumé

[Le projet de transition présidentielle 2025](#) de la Heritage Foundation (ci-après « Projet 2025 ») est [la feuille de route de l'extrême droite](#) qui vise à [démanteler les normes démocratiques](#) aux États-Unis. Il cherche à morceler l'infrastructure fédérale, à se dissocier des relations internationales habituelles et à renverser l'équilibre historique des pouvoirs en faveur d'une prise de contrôle par l'exécutif. Bien que le Projet 2025 concerne l'ensemble du gouvernement, il reflète les principes nationalistes chrétiens sous-jacents teintés par une approche anti-genre. Parce que susceptible de causer des préjudices bien réels, le projet a attiré l'attention pour son impact possible sur la [démocratie](#) aux États-Unis ainsi que pour ses attaques ciblées sur la [santé et les droits sexuels et reproductifs \(SRHR\)](#)¹ et les [droits des personnes LGBTQ+](#).

Ce qui est moins bien compris, ce sont les objectifs de la Heritage Foundation en matière de politique étrangère et d'aide publique au développement (Official development assistance, ci-après ODA selon son signe en anglais) des États-Unis, en particulier si l'on considère un paysage géopolitique mondial qui évolue vers la droite. À cette fin, la présente note d'information analyse les conséquences néfastes que le Projet 2025 pourrait avoir sur la coopération internationale, en particulier en ce qui concerne la promotion de l'égalité des genres, la santé sexuelle et reproductive, et l'engagement dans le multilatéralisme et les systèmes des droits humains. Pour comprendre de quelle manière le Projet 2025 pourrait affecter ces différents domaines, nous examinons les actions financières et législatives entreprises entre 2017 et 2021 par l'administration de Donald Trump en matière d'ODA que le Projet 2025 référence explicitement.

1 Le Projet 2025 ne ménage pas ses attaques contre le droit à l'avortement et contre les femmes qui avortent. Selon les estimations du [Center for American Progress](#), 48 millions de femmes aux États-Unis perdraient l'accès à la contraception d'urgence gratuite si le Projet 2025 était mis en œuvre. Le chapitre du rapport de la Heritage Foundation consacré au Département de la Santé et des Services sociaux (Department of Health and Human Services, ci-après HHS selon son sigle en anglais) et aux Centres de contrôle et de prévention des maladies (Centers for Disease Control and Prevention, ci-après CDC selon son sigle en anglais) enjoint à ces départements fédéraux « d'utiliser tous les outils disponibles, y compris la réduction des fonds, pour s'assurer que chaque État rende-compte du nombre exact d'avortements qui ont lieu sur son territoire, à quel âge gestationnel, pour quelle raison, l'État de résidence habituelle de la mère, et la méthode employée ». Quant au CDC, cette agence est exhortée « à exiger un suivi et un rapport sur les complications dues à l'avortement et sur chaque cas d'enfant né vivant après un avortement ».

Nous utilisons ensuite les fonds d'aide à l'étranger engagés par les États-Unis pour l'année fiscale 2022 sous l'administration de Joe Biden pour prévoir les impacts potentiels.

Nos conclusions montrent qu'une administration guidée par le Projet 2025 aurait pour effet de :

- Ressusciter les instruments politiques en matière de droits de l'homme hostiles au genre instaurés par l'administration Trump et abandonnés par l'administration Biden, tels que la [Commission sur les droits inaliénables \(Commission on unalienable rights \[de Mike Pompeo\]\)](#) et la [Déclaration de consensus de Genève](#) (DCG) qui favorisent la création d'alliances et de réseaux internationaux anti-droits avec d'autres régimes autoritaires.
- Rétablir et étendre la politique étrangère anti-avortement connue sous le nom de Règle du bâillon mondial (Global Gag Rule, ci-après GGR selon son sigle en anglais, voir ci-dessous) à l'ensemble de l'aide étrangère américaine, affectant jusqu'à 51 milliards de dollars (exercice 2022) d'aide à l'étranger (si l'aide étrangère américaine reste stable sous une administration orientée par le Projet 2025, ce qui n'est pas garanti).
- Adopter une approche transactionnelle et punitive de l'aide étrangère et du multilatéralisme, mettant en péril non seulement un pourcentage substantiel de l'aide étrangère dispensées par les États-Unis, mais aussi l'ensemble de la contribution des États-Unis aux Nations Unies, qui s'élève à 18,1 milliards de dollars (exercice 2022). Les contributions américaines à l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) de 122 millions de dollars (exercice 2022) et au Fonds des Nations Unies pour la population (UNFPA) de 32,5 millions de dollars (exercice 2022) sont particulièrement vulnérables, parmi bien d'autres agences des Nations Unies qui ont vu leur financement supprimé par les administrations conservatrices précédentes.

Toute administration qui mettrait en œuvre les recommandations de la Heritage Foundation en matière de santé sexuelle et reproductive, de santé mondiale et d'engagement multilatéral aurait un impact mondial désastreux. Le Projet 2025 utilise les politiques adoptées par l'administration Trump de 2017 à 2021 comme point de départ pour étendre son programme conservateur. Pendant cette période, la politique étrangère des États-Unis et les coupes budgétaires ont menacé de déstabiliser les agences de l'ONU et la société civile. En réponse, de nombreuses agences bilatérales européennes et autres sont intervenues pour combler les déficits de financement et exprimer leur solidarité avec les partenaires de la société civile. La montée de l'extrême droite européenne et latino-américaine signifie qu'il y a de plus en plus de dirigeants mondiaux qui partagent des valeurs régressives et des approches « illibérales » de la démocratie et de la gouvernance. La société civile doit se préparer à des réductions significatives de l'aide étrangère américaine sans espérer pouvoir compter sur la [vague de soutien](#) de gouvernements bilatéraux progressistes.

Enfin, le Projet 2025 n'est pas un futur plan politique lointain. Nombre de ses recommandations ont déjà été mises en œuvre aux États-Unis et à [l'étranger](#). Le succès des politiques administratives de la Heritage Foundation dépend de la majorité qualifiée dont les Conservateurs jouissent actuellement au sein de la Cour suprême des États-Unis, du soutien des membres du Congrès américain qui sont prêts à enfreindre les normes démocratiques au service du nationalisme chrétien, et des [alliés de la société civile du Projet 2025](#) qui agissent au niveau national et international en accord avec d'autres mouvements d'extrême-droite.

Même si la Heritage Foundation a lancé le Projet 2025 en 2022, ce n'est que deux ans plus tard qu'il a commencé à attirer l'attention du public. Le [groupe de travail « Stop Project 2025 »](#), créé en juin 2024 et composé de membres du Congrès américain et de la société civile, constitue une étape prometteuse pour contrer ce programme. Il reste toutefois encore beaucoup à faire. Les donateurs bilatéraux et les autres donateurs doivent se préoccuper du déficit de financement prévisible de l'aide étrangère des États-Unis et élaborer des réponses coordonnées aux politiques anti-genre des États-Unis à l'étranger. Les administrations conservatrices passées nous ont appris que ces politiques ont un impact dévastateur sur les résultats sanitaires mondiaux et qu'elles touchent de manière disproportionnée les femmes, les filles et les personnes LGBTQ+.

Contexte : Le Projet 2025

« Les conservateurs doivent être convaincus que nous pouvons sauver nos enfants, reconquérir notre culture, relancer notre économie et vaincre la gauche anti-américaine, dans notre pays et à l'étranger ».

—Mandat de leadership : la promesse conservatrice, page 2.

[Le Programme politique de 920 pages](#) du Projet 2025 est le plan d'action de la Fondation Heritage pour une administration conservatrice en 2025. Il s'appuie sur une vision nationaliste et chrétienne du monde et se fonde sur des fabulations anti-genre, deux éléments clés de la vision du monde de l'extrême droite aux États-Unis et ailleurs. Dans le Projet 2025, le rejet du « genre » justifie le fait de s'attaquer à certains droits humains aux États-Unis, notamment le droit à l'avortement et les droits des personnes LGBTQ+, et à une « gauche » aux contours flous. Le Projet 2025 s'inscrit également dans un rejet de la science tout en colportant de la désinformation sur des sujets allant de la pandémie de Coronavirus-19 à l'OMS et à la crise climatique. L'accent mis par le Projet 2025 sur l'élimination de l'avortement est sans compromis et imprègne l'intégralité du document, ses auteurs promettant de « mettre tout en œuvre pour protéger les enfants à naître dans toutes les juridictions », y compris au niveau international.



[Le Projet 2025](#) a commencé à publier sur un compte X séparé de celui de la [Heritage Foundation](#) en janvier 2023 (à droite), tandis que le [Mandat de leadership](#) (à gauche) a été publié six mois plus tôt, en juillet 2022.

La Heritage Foundation : une influence de haut niveau à Washington

La Heritage Foundation est un groupe de réflexion d'extrême droite fondé en 1973 qui exerce une grande influence sur la politique à Washington. Elle fait écho à d'autres groupes ultra-conservateurs, notamment des [organisations anti-avortement](#) comme [Alliance Defending Freedom](#), [Concerned Women for America](#) et le [Center for Family and Human Rights](#). Elle a également des liens avec des groupes internationaux, notamment l'[Institut du Danube](#) en Hongrie. La Heritage Foundation a produit la série de programmes politiques « Mandat de leadership » pour chaque administration conservatrice depuis 1980. [Selon](#) la Fondation, [plus de 60 % de ses recommandations ont été traduites en politiques](#) au cours de la première année de mandat de Ronald Reagan en 1981 ; et [Donald Trump aurait mis en œuvre 64 %](#) des recommandations de la fondation au cours de son mandat 2017-2021.

Il existe un canal ouvert entre la Heritage Foundation et les précédentes administrations conservatrices : les contributeurs du Projet 2025 comprennent d'anciens responsables de l'administration et leurs alliés, et de nombreux membres du personnel de la Heritage Foundation [ont fait partie de l'administration 2017-2021](#), tandis que certains ont également servi sous les administrations 2001-2009 de George W. Bush. Le Projet 2025 est l'un des outils de la Heritage Foundation pour apporter « un soulagement rapide aux Américains qui souffrent des politiques dévastatrices de la gauche ». Ses autres outils comprennent une [base de données du personnel](#) pour les aspirants à l'intégration dans l'administration présidentielle, ainsi qu'une « [académie sous l'égide de la Fondation](#) pour former les activistes conservateurs.

Lire le Project 2025, consiste à s’immerger dans un monde imprégné de peur et d’alarmisme. La Heritage Foundation s’appuie largement sur des théories du complot, utilisant des termes inventés comme « le Great Awokening (le grand réveil de l’idéologie dite « woke) » pour amplifier l’idée « que la gauche détiendrait des pouvoirs institutionnels » et refuserait d’accepter que « tout un chacun ait un droit inaliénable à vivre la bonne vie ». Il oppose une élite dirigeante « mondialiste » basée à Washington, DC, à l’homme de la rue américain, sans tenir compte du pedigree à 100 % issu de la Ivy League de ses auteurs². Plutôt que de s’attaquer de bonne foi à des problèmes sociaux ou économiques réels, le Projet 2025 est truffé de contradictions, de pseudo-sciences et d’accusations fallacieuses, le tout dans le but de susciter une panique morale.

Les contradictions à l’intérieur du document sont nombreuses. Alors que le Projet 2025 affirme que « les conservateurs souhaitent un gouvernement plus restreint, non pas pour lui-même, mais pour l’épanouissement de l’être humain », ils veulent également accroître le pouvoir de certaines agences gouvernementales pour forcer les citoyens à adhérer à leurs croyances. Le Projet 2025 affirme qu’un président conservateur doit « se débarrasser de ces vastes abus du pouvoir présidentiel », tout en proposant de donner au président le pouvoir d’utiliser « sa fonction pour réimposer l’autorité constitutionnelle sur l’élaboration des politiques fédérales ».

Enfin, le Projet 2025 bénéficie d’un poids politique et d’un financement considérables. Comme l’indique le [groupe de travail Stop Project 2025](#) du Congrès américain, créé en juin 2024, plus de la moitié des [100 partenaires de la coalition conservatrice](#) qui soutiennent le Projet 2025 ont reçu 21,5 millions de dollars du réseau d’argent noir de Leonard Leo. Leo a joué un rôle de premier plan à Washington, DC, en tant que faiseur de rois conservateurs : il est en grande partie responsable du virage vers l’extrême-droite de la [Cour suprême](#), qui a renversé en juin 2022 le droit fédéral à l’avortement inscrit dans [Roe v. Wade](#) et a plus récemment statué sur [l’immunité présidentielle en juillet 2024](#), entre autres décisions qui mettent en péril la démocratie américaine³.

2 La majorité des 34 auteurs du Projet 2025 ainsi que ses deux rédacteurs en chef ont fréquenté des universités de l’Ivy League comme Harvard, Columbia et Yale pour obtenir leurs diplômes de médecine, de droit et leurs doctorats ; ils occupent également des postes prestigieux dans ces universités et dans d’autres. Leurs CV détaillés sont mentionnés dans [« Mandat de Leadership »](#).

3 Les présidents bénéficient désormais d’une [immunité pour les actes qu’ils ont accomplis dans l’exercice de leurs fonctions](#).

Tableau 1 : Les quatre « promesses » anti-genre du Projet 2025

1. « Restaurer la famille en tant que pièce maîtresse de la vie américaine et protéger nos enfants ». Le Projet 2025 accuse les « wokistes » d'être à l'origine d'une crise perçue comme affligeant les familles aux États-Unis, et il oppose son interprétation régressive de la famille au genre et à la santé et aux droits sexuels et reproductifs. En donnant la priorité au « bien-être de la famille américaine », il recommande que chaque règle fédérale, règlement d'agence, contrat, subvention, règlement et texte de loi supprime les termes « orientation sexuelle et identité de genre (« OSIG »), diversité, équité et inclusion (« DEI »), genre, égalité de genre, équité de genre, sensibilisation au genre, sensible au genre, avortement, santé reproductive, droits reproductifs, et tout autre terme utilisé pour priver les Américains de leurs droits au titre du premier amendement » (page 7).
2. « Démanteler l'État administratif et rendre son autonomie au peuple américain ». L'accent mis sur la lutte anti-genre est présent tout au long du Projet 2025, notamment pour justifier la réduction de la taille et du champ d'action du gouvernement fédéral américain. Les auteurs du Projet 2025 imputent les problèmes sociaux que vivent les États-Unis à un Congrès saturé de pouvoir, l'accusant de tous les maux, de l'injection d'une « propagande raciste, antiaméricaine et anhistorique dans les salles de classe américaines » à l'affaiblissement « du sport féminin et des droits des parents dans le but de satisfaire les extrémistes transgenres », d'imprégner les programmes d'aide à l'étranger des États-Unis de théories woke extrémistes sur « l'intersectionnalité et l'avortement » (p. 8).
3. « Défendre la souveraineté nationale, les frontières et les richesses de notre nation contre les menaces mondiales ». Le Projet 2025 affirme que les « élites progressistes » utilisent des « chevaux de Troie rhétoriques afin de dissimuler leurs véritables intentions » dans le but, entre autres, de renverser l'autorité constitutionnelle des États-Unis. Se positionnant contre un « ordre wilsonien » prôné par l'élite mondiale, le Projet 2025 affirme que les Nations Unies, l'Union européenne et même « les droits de l'enfant » (page 10) sont intrinsèquement anti-américains. Le document exhorte les États-Unis à se dissocier des « organisations et accords internationaux qui érodent » la souveraineté nationale.
4. « Garantir notre droit individuel, qui nous vient de Dieu, à jouir des « bienfaits de la liberté ». Se référant à la [Déclaration d'indépendance des États-Unis de 1776](#), le Projet 2025 réimagine une histoire où « le peuple américain avait rejeté la monarchie européenne et le colonialisme, tout comme nous rejetons l'esclavage, la citoyenneté de seconde zone pour les femmes, le mercantilisme, le socialisme, le mondialisme wilsonien, le fascisme, le communisme et (aujourd'hui) le wokisme ». Les auteurs appellent les Américains à « se réappropriier leur souveraineté », en s'appuyant sur des récits de victimisation autour des libertés de religion, d'expression et de réunion. Si l'on ajoute à cela l'approche anti-genre du Projet 2025, on obtient un cri de ralliement parfait pour les nationalistes chrétiens, qui opposent le multilatéralisme à la souveraineté nationale.

Expansion extrême d'une politique étrangère anti-avortement : la Règle du bâillon mondial (Global Gag Rule, ci-après GGR selon son sigle en anglais)

« La protection de la vie doit figurer parmi les objectifs fondamentaux de l'aide étrangère des États-Unis.

—Mandat pour le leadership, page 260

Au cours de l'administration 2017-2021, une grande partie de l'activisme anti-avortement au niveau fédéral a été menée par Roger Severino, l'ancien chef du Bureau des droits civils du Département de la Santé et des Services humains (Department of Health and Human Services, ci-après HHS selon son sigle en anglais). Lorsqu'il était en poste, [Severino a donné la priorité à une](#) éducation fondée sur l'abstinence et a prôné l'exemption sur critère religieux en ce qui concerne les soins de santé sexuelle et reproductive (SSR). Severino est actuellement vice-président chargé de la politique intérieure à la Heritage Foundation et il a joué un rôle actif au niveau international grâce à ses contacts avec des dirigeants politiques conservateurs dans des forums mondiaux de l'extrême droite.

Roger Severino est également l'auteur du chapitre du Projet 2025 consacré au ministère de la Santé et des Services humains, qu'il recommande de [rebaptiser](#) « ministère de la Vie ». La première étape de la refonte du HHS proposée par le Projet 2025 est « Protéger la vie, la conscience et l'intégrité corporelle », ce qui comprend notamment la révocation de l'autorisation de distribution de la [mifépristone, un médicament utilisé pour l'avortement médicamenteux](#). Il propose également de [débarrasser le](#)



Image de [gauche](#), [Severino fait une présentation](#) lors de la conférence [Europa Viva 2024](#) organisée par le parti espagnol d'extrême droite Vox. Image de [droite](#), Roger Severino (à droite) est assis à côté d'Eduardo Verastegui (au centre), candidat battu à l'élection présidentielle mexicaine et coqueluche de l'extrême droite, et de José Antonio Ortega Lara (à gauche), du parti Vox. Outre différents candidats politiques, l'événement a également attiré des leaders mondiaux de l'extrême droite, dont l'Argentin Javier Milei, le Hongrois Viktor Orbán et l'Italienne Giorgia Meloni, parmi d'autres politiciens et activistes conservateurs.

[ministère des programmes destinés aux populations LGBTQ+, en particulier ceux destinés à soutenir les personnes transgenres](#), et à la place de réorienter les fonds ainsi libérés au soutien des couples hétérosexuels mariés. S'agissant d'un chapitre ostensiblement consacré à la santé, il fait fi de la science et des faits, et met à plusieurs reprises l'accent sur la liberté religieuse.

Les objectifs nationalistes chrétiens, anti-avortement et anti-genre du Projet 2025 s'étendent au-delà du ministère de la Santé et des Services humains (HHS) et de l'arène nationale. La « protection de la vie », insiste le projet, doit « figurer parmi les objectifs fondamentaux de l'aide étrangère des États-Unis ». L'un des principaux objectifs de la section du Projet 2025 consacrée à l'Agence américaine pour le développement international (USAID) est qu'il cesse de « soutenir l'industrie mondiale de l'avortement » en réintroduisant la mise en œuvre et l'expansion de la Règle du bâillon mondial.

La Règle du bâillon mondial (GGR)

[La Règle du bâillon mondial \(Global Gag Rule, ci-après GGR selon son sigle en anglais\)](#), établie pour la première fois en 1984 sous le nom de politique de Mexico, a depuis été régulièrement appliquée par les administrations républicaines, puis révoquée par celles des démocrates. [L'amendement Helms de 1973](#) à la loi sur l'aide à l'étranger [interdit l'utilisation de fonds américains](#) « pour payer la réalisation d'avortements comme méthode de planification familiale ou pour motiver ou contraindre toute personne à pratiquer des avortements ». [L'application de la GGR](#) va encore plus loin dans ces restrictions, en ciblant le financement des organisations non gouvernementales (ONG) non américaines en leur interdisant d'utiliser des fonds de quelque source que ce soit pour : fournir des informations, des références ou des services en relation avec l'avortement légal ou pour plaider en faveur de la légalisation de l'avortement dans leur pays. En 2017, [l'administration Trump a rétabli et élargi la GGR](#) et parle d'une politique de « Protection de la vie dans le cadre de la l'aide pour la santé mondiale » (une terminologie que le Projet 2025 utilise également) applicable non seulement aux programmes de planification familiale et de santé reproductive financés par les États-Unis, mais aussi à l'ensemble de l'aide mondiale en matière de santé.

[L'analyse de la Kaiser Family Foundation](#) (KFF) montre que la proposition du Projet 2025 est une version encore plus extrême de la GGR. Dans le cadre de sa dernière mise en œuvre (2017-2021), la GGR a été élargie de manière à inclure toute l'aide américaine à la santé mondiale. La KFF a constaté que, sur la base des données de l'exercice 2020, cela affectait 7,3 milliards de dollars d'aide étrangère américaine. Sous les administrations précédentes, la politique ne s'appliquait qu'aux programmes de planification familiale et de santé reproductive, mais à la fin de l'année 2020, la santé maternelle et infantile, le VIH/sida, le paludisme et les programmes de sécurité sanitaire mondiale étaient également concernés⁴.

Le Projet 2025 propose d'étendre cette politique à la quasi-totalité de l'aide américaine à l'étranger, y compris l'aide humanitaire. Selon le projet de la Heritage Foundation, la GGR couvrirait plus de 20 agences fédérales américaines et inclurait non seulement l'aide bilatérale américaine, mais aussi tout le soutien multilatéral des États-Unis. En outre, alors que la dernière mise en œuvre de la GGR ne s'appliquait qu'aux organisations non américaines recevant des fonds américains, l'extension du Projet 2025 inclurait également les organisations américaines⁵. Sur la base des chiffres de l'exercice 2022, la KFF estime que le financement directement impliqué par cette proposition d'amplification de la GGR telle que préconisée dans le Projet 2025 pourrait s'élever à plus de 51 milliards de dollars supplémentaires, soit une somme sept fois plus élevée que lors de sa dernière mise en œuvre.

4 D'autres chiffres rapportés par le Service de recherche du Congrès des États-Unis ([Congressional Research Service – ci-après CRS selon son sigle en anglais](#)) indiquent que ce chiffre s'élève à 8,8 milliards de dollars pour le financement de programmes par le biais du département d'État, de l'USAID et du département de la défense. Le CRS fournit des analyses législatives non partisans au Congrès américain. Dans ce cadre, il a réalisé plusieurs évaluations de l'application de la GGR.

5 En plus de rétablir la GGR, l'administration 2017-2021 a également utilisé la détermination Kemp-Kasten pour suspendre le financement de l'UNFPA. La décision [Kemp-Kasten](#), promulguée pour la première fois par le Congrès en 1985 et incluse chaque année dans le libellé des crédits, stipule qu'aucun fonds américain ne peut être engagé en faveur « d'une organisation ou d'un programme qui, selon le président des États-Unis, soutient ou participe à la gestion d'un programme d'avortement coercitif ou de stérilisation involontaire ». À ce jour, la loi Kemp-Kasten n'a été appliquée qu'à l'UNFPA.

Tableau 2 : Expansion potentielle de la Règle du bâillon mondial (GGR) du Projet 2025		
	Application de la GGR en 2017-2021	Projet 2025 sur la base des fonds engagés lors de l'exercice 2022
Total de l'aide étrangère des États-Unis	7,4 milliards de dollars (santé mondiale uniquement)	51 milliards de dollars (totalité de l'aide étrangère des États-Unis)
Exemples de répartition par :		
Agences multilatérales bénéficiaires	Sans objet	29,8 milliards de dollars
Aide humanitaire des États-Unis	Non applicable	16,4 milliards de dollars
Aide à la santé mondiale des États-Unis	7,4 milliards de dollars	10,6 milliards de dollars

Pour plus d'informations sur l'aide internationale des États-Unis, veuillez consulter le site [ForeignAssistance.gov](https://www.foreignassistance.gov).

Le Projet 2025 ne précise pas s'il continuerait à inclure les [exceptions limitées](#) précédemment consenties par la GGR, à savoir en cas de danger pour la vie de la femme et en cas de viol ou d'inceste. Même en tenant compte de ces exception lors de sa mise en application précédente, [The Lancet HIV](#) rapporte que les « effets de la GGR ont été impressionnants et sans ambiguïté ». Les recherches menées par des organisations de défense des droits reproductifs telles que [Guttmacher](#) et [PAI](#) ainsi que les [articles publiés par des revues à comité de lecture](#) et les conclusions du [CRS](#), ont mis en évidence les nombreux effets néfastes de la dernière application de la GGR. Il s'agit notamment de :

- La fermeture forcée de projets destinés aux communautés vulnérables, notamment les jeunes, les personnes vivant avec le VIH/sida et les populations rurales.
- L'augmentation des avortements à risque.
- La perturbation des programmes de santé intégrés et des réseaux d'orientation.
- La création d'un climat d'insécurité concernant la disponibilité des produits contraceptifs et l'inversion des progrès réalisés dans l'élargissement de l'accès à la contraception moderne.

- Le détournement des ressources destinées à la prestation de services directs.
- Le blocage de l'élaboration de la politique en matière de santé sexuelle et reproductive au niveau national [dans les pays étrangers concernés].
- L'effet dissuasif tant sur les organisations américaines que non américaines de fournir des soins post-avortement par crainte d'enfreindre la politique, même s'il s'agit d'une exception autorisée dans le cadre de la GGR.

Pour justifier une telle expansion de la GGR, le Projet 2025 invoque les lacunes dans l'application de sa version précédente qui « permettait de continuer à soutenir l'industrie mondiale de l'avortement ». Le Projet 2025 cite nommément certaines organisations basées aux États-Unis qui fournissent des services de santé sexuelle et leur reproche de « recevoir chaque année des dizaines de millions de dollars supplémentaires du contribuable américain au titre de l'aide à l'étranger, sans aucun contrôle »⁶. Cela signifie que des organisations professionnelles ayant une expérience considérable dans la fourniture de services de santé sexuelle et reproductive, et notamment la délivrance de produits contraceptifs, ne seront probablement plus partenaires de l'USAID, ce qui aura des effets dévastateurs sur les résultats en matière de santé et de droits humains. Cela reflète également les objectifs de la Heritage Foundation qui consiste à vider de leur substance et restructurer entièrement le département d'États et l'USAID.

6 Le Projet 2025 cite spécifiquement des organisations qui travaillent dans le domaine de la SSR telles que : [Population Services International](#) (qui a reçu plus de 131 millions de dollars de subventions du gouvernement américain au cours de l'exercice 2022), [Pathfinder](#) (65 millions de dollars), [PATH](#) (73 millions de dollars), le [Population Council](#) (10 millions de dollars), [EngenderHealth](#) (4 millions de dollars), et WomanCare Global International (ni WomanCare, ni son organisation mère DKT, n'ont reçu aucune subvention américaine depuis 2012). En utilisant les données d'allocation de fonds de l'exercice 2022, cela signifie que le Projet 2025 exclurait des partenaires expérimentés en matière de SSR et de santé mondiale, et qu'environ 283 dollars provenant d'agences fédérales américaines pourraient être versés à des organisations qui ne sont pas disposées à fournir certains services de SSR, notamment des soins contraceptifs complets. En témoignent, par exemple, les objectifs de [Valerie Huber](#), partisane du Projet 2025 et de l'abstinence comment méthode de contraception, et de son organisation, l'[Institute for Women's Health \(Institut pour la santé des femmes\)](#).

Dans le cadre du Projet 2025, le genre sera expurgé de l'USAID

Comme [le rapporte Foreign Policy](#), le Projet 2025 prévoit explicitement de s'attaquer à la question du genre au sein des agences fédérales américaines, en particulier au sein de l'USAID, et il appelle à :

- Éliminer complètement le mot « genre », car « les administrations démocrates ont presque effacé ce que sont les femmes et ce qu'est la féminité à travers des politiques et des pratiques relatives au genre ».
- Supprimer toutes les « références à l'avortement, à la santé reproductive et aux droits sexuels et reproductifs ».
- Renvoyer plus de 180 [conseillers en](#) genre et points de contact, qui ont travaillé aux côtés de leurs collègues de l'USAID à « l'intégration de la dimension de genre et cherchent à faire progresser les objectifs d'égalité des genres dans le travail de l'USAID partout dans le monde ».
- Revenir en arrière et effacer toutes les années que l'USAID a passé « pour incorporer le genre à tous les aspects de sa programmation de manière à garantir que l'agence répond aux besoins des femmes, notamment en s'attaquant aux obstacles uniques auxquels elles sont confrontées en matière de développement ».
- Renommer le Bureau de l'égalité entre les genres pour en faire le Bureau des femmes, des enfants et des familles.

Les projections réalisées ici supposent que l'aide étrangère des États-Unis resterait à des niveaux comparables à ceux de l'administration actuelle. Cependant, l'administration 2017-2021 a tenté de réduire les allocations globales d'aide à l'étranger de 20 à 30 % par an. Au cours de ces quatre années, l'aide à l'étranger s'est élevée en moyenne à environ [47,02 milliards de dollars par an](#) et le Congrès a rejeté les réductions de 9 à 14 milliards de dollars proposées par l'administration [Trump]⁷. L'administration [Trump] [est toutefois revenue à la charge et a encore tenté d'annuler l'aide étrangère](#) alors que le Congrès l'avait allouée par le biais d'un « passage en revue de l'aide étrangère » qui n'a jamais été rendu public. Le budget fédéral de mars 2024, avec un Congrès majoritairement conservateur, prévoit une [diminution de 530,5 millions de dollars pour les programmes de santé mondiale](#) par rapport aux niveaux adoptés pour l'année fiscale 2023⁸. Favorisant l'approche « America First », le Projet 2025 recommande de nouvelles réductions de l'aide étrangère, comme le montre son ambition qui consiste, [« au minimum »](#), à ramener le budget de l'USAID au niveau d'avant 2019.

7 50 milliards de dollars en 2017 ; 46,89 milliards de dollars en 2018 ; 47,2 milliards de dollars en 2019 ; et 44 milliards de dollars en 2020. Voir [ForeignAssistance.gov](#).

8 [Devex a interrogé](#) Max Primorac, membre du personnel de la [Heritage Foundation](#) et ancien conseiller de l'USAID pendant l'administration 2017-2021, qui a répété le récit cher au Projet 2025 selon lequel l'administration 2021-2025 exhorte à « une campagne internationale de *réinvention de l'ingénierie sociale* », notamment en forçant des pays partenaires de développement à prendre en charge les priorités de « l'avortement, de l'égalité des genres et du changement climatique » par le biais d'une politique de restriction du financement de l'USAID dans ces domaines.

Le nationalisme chrétien américain : conséquences pour le multilatéralisme

« Si une organisation internationale est inefficace ou ne soutient pas les intérêts américains, les États-Unis ne doivent pas la soutenir... Il convient également d'envisager sérieusement de se retirer des organisations qui n'ont plus de valeur, qui sapent discrètement les intérêts ou les objectifs des États-Unis ou qui dépendent de manière disproportionnée des contributions financières des États-Unis pour survivre ».

—Mandat de leadership, page 191

Outre l'application d'une vision mondiale anti-avortement en ce qui concerne la programmation de l'aide étrangère, le [Projet 2025 appelle à la restructuration](#) des systèmes de défense des droits humains et à la réduction de leur financement ou alternativement à ce que les États-Unis s'en retirent. Un [rapport](#) du CRS de janvier 2021 sur les priorités de l'aide étrangère a conclu que l'administration [Trump] 2017-2021 « s'est efforcée de modifier le système de financement de l'aide étrangère ainsi que ses priorités politiques en accord avec son orientation en matière de politique étrangère qui se résume à « l'Amérique d'abord ». Le CRS a reconnu que l'administration « dans certains cas a cherché à démanteler des politiques et des programmes américains de longue date ». À cette époque, l'administration [a promu des politiques défiant le droit international](#), opposant « l'Amérique d'abord » au multilatéralisme, [divisant](#) le monde « entre amis et ennemis », s'attaquant aux institutions multilatérales, et instituant « des réductions de financement à motivation politique pour certains pays et une aide humanitaire à motivation politique pour d'autres ».

Cette approche s'est traduite en 2017 par une réduction [de 285 millions de dollars](#) des contributions américaines au [budget général de fonctionnement de l'ONU](#)⁹. Entre les exercices 2018 et 2019, [l'administration a encore réduit les contributions de l'ONU](#) de 631 millions de dollars pour passer à seulement 463 millions de dollars par an, soit une réduction de 27 %. Il ne s'agit toutefois pas du pire résultat possible, puisque l'administration avait proposé de réduire de 50 %

9 Les États-Unis ont également fait pression sur l'ONU elle-même pour qu'elle réduise son budget de maintien de la paix de [600 millions de dollars](#).

la contribution globale des États-Unis à l'ONU. Bien qu'une manœuvre aussi radicale n'ait pas abouti, l'administration a réduit le financement d'autres agences de l'ONU, notamment en [retirant](#) en 2020 [son soutien à l'OMS](#) dans les premiers jours de la pandémie de COVID-19.

Comme l'indique le Projet 2025, lorsque « les institutions [multilatérales] agissent contre les intérêts américains, les États-Unis doivent être prêts à y répondre par des mesures appropriées, pouvant aller jusqu'à s'en retirer ». Entre 2017 et 2021, au cours des quatre années de l'administration [Trump], de nombreuses réductions de financement et des retraits de certaines agences de l'ONU ont eu lieu – notamment du Conseil des droits de l'homme, de l'UNESCO, de l'UNRWA et de l'OMS. Avec la promesse du Projet 2025 de s'attaquer au multilatéralisme dès le premier jour [d'un nouveau mandat Trump], les dégâts seront bien plus importants. Depuis des années, les conservateurs appellent à la suppression totale de l'ONU et au retrait des États-Unis de tous les mécanismes de l'ONU, ce qu'ils ont à nouveau fait plus récemment en 2023 par le biais d'un [projet de loi de la Chambre des représentants](#). En se basant sur les fonds engagés pour l'exercice 2022, cela représenterait un montant estimé à 18,1 milliards de dollars.

Tableau 3 : Projections du Projet 2025 en matière de réductions de financement des agences multilatérales par les États-Unis		
	Réductions administratives 2017-2021	Financement à risque sur la base des fonds engagés lors de l'exercice 2022
Pour l'ensemble des Nations Unies	Réduction de 27%	18,1 milliards de dollars – si les États-Unis se retirait entièrement de l'ONU
OMS (Organisation mondiale de la Santé)	107 millions de dollars	122 millions de dollars
UNFPA	32,5 millions de dollars	32,5 millions de dollars pour les dépenses de base et 131 millions de dollars pour la réponse humanitaire
UNESCO	Non applicable	619 millions de dollars
UNWRA	360 millions de dollars	344 millions de dollars

Ce tableau représente les contributions mises en recouvrement pour certaines agences de l'ONU qui avaient été précédemment réduites. Il ne tient pas compte des contributions volontaires supplémentaires que les États-Unis ont versées au système des Nations Unies en 2022.

Le financement n'est que l'une des approches du Projet 2025 visant à démanteler le multilatéralisme. Il [appelle également à remplacer les professionnels de l'aide étrangère](#) et les fonctionnaires américains par la nominations de conservateurs issus de sa liste de candidats, ainsi qu'à réintroduire des politiques spécifiques qui ont un impact sur le multilatéralisme. Cette approche s'inspire de deux programmes idéologiques de politique étrangère élaborés au cours de la dernière année de l'administration 2017-2021 : la [Commission des droits de l'homme inaliénables](#) et la [Déclaration de consensus de Genève \(DCG\)](#). Ces deux programmes figurent dans le Projet 2025. Le premier, la Commission des droits de l'homme inaliénables, selon le Projet 2025, « se concentre sur la primauté des droits civils et politiques » et « reste un point de repère important pour l'engagement bilatéral et multilatéral en matière de droits humains ». La commission a créé une hiérarchie des droits humains qui, comme l'[a signalé Amnesty International](#), « sape les engagements pris dans le cadre des normes, traités et accords internationaux en matière de droits humains » en privilégiant la liberté religieuse et le droit à la propriété privée par rapport à d'autres droits. Elle rejette complètement les droits sexuels et reproductifs, les droits des populations LGBTQ+ et le droit à la non-discrimination. Les travaux de cette commission n'ont pas été poursuivis par l'administration suivante.

Rendre opérationnelle la Déclaration de consensus de Genève grâce au programme Protego

La [DCG est une initiative anti-avortement](#) élaborée par Valerie Huber, qui a occupé plusieurs rôles de premier plan au sein du Département d'État à la Santé et aux Services humains (HHS) sous l'administration 2017-2021. Le document - qui n'a aucun pouvoir exécutif et aucun mécanisme de reddition de compte - était, à l'époque, destiné à asseoir la prétention des États-Unis au leadership mondial contre l'avortement et les droits LGBTQ+. Depuis qu'elle a quitté l'administration, Valerie Huber a poursuivi son plaidoyer en faveur de la DCG et a réussi à y faire adhérer de nouveaux États signataires. Sur le papier, [la DCG](#) engage les signataires à faire progresser quatre « piliers » : améliorer la santé des femmes, protéger la vie humaine, renforcer la famille et protéger la souveraineté nationale de chaque pays « en vue de soutenir leurs propres valeurs fondamentales ». Dans ce contexte, comme dans le Projet 2025, le terme « famille » s'oppose aux droits des personnes LGBTQ+, et « protéger la vie humaine » signifie refuser tout accès à l'avortement.



Huber est cité comme [contributeur au Projet 2025](#) à la page xxviii.

Après la fin de l'administration 2017-2021, Valerie Huber a maintenu la DCG en vie par l'intermédiaire de son organisation, l'[Institut pour la santé des femmes](#) (Institute for Women's Health - IWH)—en continuant à promouvoir la DCG au niveau des ambassades et au niveau national, ainsi qu'en créant un mécanisme de mise en œuvre du document par le biais du programme [Protego](#), le projet de son organisation. En outre, les républicains du Congrès ont [demandé à plusieurs reprises que les États-Unis adhèrent à nouveau à la DCG](#).

Bien que les États-Unis se soient depuis retirés de la DCG [sous l'administration Biden], l'initiative reste pérenne en tant qu'approche anti-avortement, pro-souverainiste et autoritaire en matière de coopération internationale. Le Projet 2025 se réfère à la DCG comme un document d'orientation pour la prise de décision en matière de politique étrangère et d'avortement. La DCG est mentionnée au chapitre sur un Département d'Etat expurgé dans lequel le Projet 2025 exige que « tous les engagements de politique étrangère des Etats-Unis » pris sous les administrations Obama et Biden soient révisés pour s'aligner sur la DCG, et que l'USAID se concentre sur la mise en œuvre des piliers de la DCG en partenariat avec les groupes religieux.

Le Projet 2025 poursuit en affirmant que si, « techniquement, les États-Unis peuvent empêcher que leur financement international ne serve à financer des avortements », une nouvelle administration aura plus de poids pour empêcher l'accès à l'avortement dans le monde entier en se consacrant simplement à œuvrer par l'intermédiaire des dizaines de nations membres de la coalition de la DCG de manière à façonner « le travail des agences internationales en fonctionnant en tant que front uni ». Parmi les pays membres d'une telle coalition figurerait probablement la Hongrie, [l'État dans lequel se trouve actuellement le secrétariat de la DCG](#), et d'autres alliés autoritaires et anti-LGBTQ+ comme la Russie. La Russie et les autres signataires de la DCG font partie du [même groupe de pays qui ont lancé un appel à s'opposer à toute référence, dans les espaces de l'ONU, au genre](#), à l'orientation sexuelle et à l'identité de genre (OSIG), ou aux formes multiples et croisées de discrimination.

Soutien à l'égalité des genres et aux droits humains à l'ère de l'extrême droite mondiale

« La prochaine administration devra utiliser sa voix, son influence, ses votes et son financement des organisations internationales pour promouvoir les droits de l'homme authentiques et le respect de la souveraineté sur la base des obligations internationales contraignantes contenues dans les traités qui ont été constitutionnellement ratifiés par le gouvernement des États-Unis. Elle devra promouvoir une interprétation stricte et fondée sur le texte original, des obligations découlant de ces traités, sans considérer les traités relatifs aux droits de l'homme comme des instruments en évolution ».

—Mandat de leadership», page 191

Si une future administration décidait de mettre en œuvre les priorités du Projet 2025 en matière de SDSR, de santé mondiale et d'engagement multilatéral, ces efforts resteraient largement incontrôlés dans le paysage géopolitique actuel. L'Europe [glisse vers la droite](#) et le soutien à la santé et aux droits sexuels et reproductifs en Amérique latine est mitigé, avec d'un côté des pays défenseurs de l'égalité des genres comme la [Colombie](#) et le [Mexique](#), et de l'autre des ennemis de l'égalité des genres comme l'administration récemment élue en [Argentine](#). Les conflits violents et le [scepticisme à l'égard du multilatéralisme alliés aux](#) crises climatiques et à l'accession au pouvoir de politiciens d'extrême droite sont autant de facteurs qui influenceront ce qui se passera en 2025.

La société civile doit se préparer à une réduction du [soutien](#) des gouvernements bilatéraux progressistes qui s'étaient initialement rassemblés en réponse à l'administration conservatrice précédente. En 2017, [les Pays-Bas avaient rassemblé 20 pays alliés](#) pour le fonds [She Decides \(Elle décide\)](#) afin de compenser les 600 millions de dollars de financement qui allaient faire défaut suite au rétablissement de la GGR en 2017 ; en 2023, les Pays-Bas [ont élu](#) un gouvernement de droite qui comprend maintenant plusieurs ministres d'extrême droite.

La communauté mondiale des donateurs n'a toutefois pas toujours été à la hauteur dans son soutien à la santé et aux droits sexuels et reproductifs. Dans un rapport de 2018, la [Commission Guttmacher-Lancet](#) a détaillé l'ampleur de

l'agenda inachevé en matière de SDR, insistant sur les avantages que représente l'investissement dans la SDR non seulement pour la santé, mais aussi pour le développement social et économique. Malgré tout, à partir de l'exercice 2024, sous une administration plus progressiste, les États-Unis ont maintenu [leur financement fixe](#) pour les investissements bilatéraux et multilatéraux dans le domaine de la santé sexuelle et reproductive au niveau international¹⁰. Et cela, alors même qu'il était impératif d'augmenter les investissements pour répondre de manière adéquate aux besoins non satisfaits en matière de services de santé sexuelle et reproductive et de contraception¹¹. De même, dans le contexte anciennement progressiste de l'Europe, selon [Countdown 2030 Europe](#), le financement de la santé sexuelle et reproductive ne représente qu'un faible pourcentage de l'aide publique au développement de l'UE¹².

Cette situation ne pourra que s'aggraver par d'éventuelles coupes budgétaires dans le domaine de la santé sexuelle et reproductive ou par la décision des États-Unis de supprimer le financement de l'UNFPA et de suspendre d'autres aides étrangères, ou par les réductions de l'ODA proposées pour 2023-2024 par des défenseurs de la santé sexuelle et reproductive auparavant fiables, tels que la [Suède](#) et les [Pays-Bas](#). En Europe, compte tenu des résultats des élections du Parlement européen de juin 2024, les [défenseurs des droits des femmes](#) appellent de toute urgence à une augmentation du financement de l'avortement au sein de l'Union européenne.

Tout [effort des États-Unis pour mettre un terme au financement de l'ONU](#) serait dévastateur : les [États-Unis sont son plus grand contributeur](#), fournissant près d'un tiers du budget du système. Avec les retards et les arriérés de financement, il est à craindre que les agences de l'ONU se tournent de plus en plus vers le secteur privé pour obtenir davantage de soutien afin de combler les déficits budgétaires. Les Nations Unies semblent partir du principe que le secteur privé

10 Le financement stagne depuis 2011 à un peu plus de 600 millions de dollars par an, dont 575 millions sont destinés aux programmes bilatéraux et 32,5 millions à l'UNFPA.

11 [Comme le note PAI](#), il est également nécessaire de compenser les effets de l'inflation au cours des 14 dernières années et de tenir compte de la croissance, au cours de cette période, de la population en âge de procréer dans les pays à faible revenu et à revenu intermédiaire.

12 Les données de 2021 montrent que les allocations à la SDR se situent entre 0,8 % et 7,5 % pour les donateurs bilatéraux européens. Sur les 65,1 milliards d'euros que l'UNFPA estime nécessaires pour garantir l'accès à la contraception entre 2020 et 2030, seuls 8,1 milliards d'euros sont attendus pour cette période, soit moins de 13 % du budget total nécessaire.

est un acteur approprié pour combler ces lacunes. Cependant, cette mainmise des entreprises ne met pas seulement en péril l'intégrité de l'ONU et réduit sa capacité à défendre les droits humains au sens large, mais remet également en question le rôle de la société civile qui souffre déjà d'une présence réduite aux tables de négociations¹³.

Crise de liquidité de l'ONU

[De nombreux États membres de l'ONU n'ont pas payé l'intégralité de leurs contributions pour 2023](#) et sont en retard pour 2024, y compris les États-Unis, qui ont finalement adopté leur budget [et le financement de l'ONU en mars 2024](#). En juin 2024, seuls [115 des 193 États membres de l'ONU](#) avaient versé leurs contributions. Dans une lettre [datant de janvier 2024](#), le secrétaire général de l'ONU a averti que l'organisation commencerait à prendre des initiatives d'économie pour éviter un défaut de paiement de ses obligations légales d'ici août 2024.

13 En 2022, [ONU Femmes, l'agence des Nations unies chargée de promouvoir l'égalité des genres, a essuyé de nombreuses critiques](#) pour son projet de protocole d'accord avec la société d'investissement BlackRock, dont elle s'est finalement retirée. [BlackRock est connue](#) pour privilégier le profit au détriment des droits humains et de l'environnement.

Conclusion

Le Projet 2025 décrit ce que l'extrême droite américaine espère réaliser aux États-Unis et comment elle y parviendrait, étape par étape et en tandem, avec une administration conservatrice disposée à adopter ses recommandations. Pris isolément, ce plan est un document menaçant : s'il était mis en œuvre, il mettrait en péril la démocratie aux États-Unis, imposerait une approche gouvernementale de type théocratique et causerait des dommages incommensurables à la population, à l'environnement et à l'économie. Dans le climat géopolitique actuel, le Projet 2025 opère dans des conditions propices pour faire souffler une déferlante dévastatrice qui portera atteinte aux droits humains et à la démocratie à l'échelle nationale et mondiale.

Le Projet 2025 représente l'aboutissement de décennies d'organisation transnationale par des mouvements anti-genre. La solidarité mondiale exprimée pour la première fois en 2017 par des gouvernements comme le Canada, les Pays-Bas et la Suède, qui ont tant fait pour mobiliser la résistance face aux attaques contre les droits sexuels et reproductifs mondiaux, s'est affaiblie. La montée de l'extrême droite dans certains de ces mêmes pays et leurs alliés européens de même sensibilité signifie que le soutien antérieur aux questions progressistes est, au mieux, incertain car certains pays ont déjà commencé à réduire leur aide au développement à partir de 2023-2024.

En outre, certaines promesses du Projet 2025 sont déjà en cours de réalisation. Il s'agit notamment du travail des [alliés de la société civile du Projet 2025](#), comme [Alliance Defending Freedom](#), qui s'efforcent de réduire les droits à l'avortement au [niveau des États \[des États-Unis\]](#) et dans le cadre de ses [activités internationales](#). L'agenda anti-genre a été déployé au niveau politique et législatif, abordant tous les sujets, de l'avortement à la reconnaissance du genre en passant par les projets de loi sur l'aide étrangère. Même le [fait de faire flotter le drapeau des fiertés dans les ambassades américaines](#), un thème que le Projet 2025 aborde spécifiquement, a fait l'objet d'une interdiction dans le budget américain de mars 2024¹⁴. Cette idéologie anti-genre et ce

14 « Les États-Unis doivent se concentrer sur la sécurité, l'économie et les droits de l'homme plutôt que d'imposer des initiatives radicales en faveur de l'avortement et des personnes LGBT. Les symboles de division tels que le drapeau arc-en-ciel ou le drapeau Black Lives Matter n'ont pas leur place aux côtés de la bannière étoilée dans nos ambassades ». [« Mandate for Leadership »](#), page 88.

sentiment « [antiwoke](#) » sont partagés par des groupes, des individus et des alliés politiques d'extrême droite, y compris par des dirigeants mondiaux autocratiques, comme l'ont montré les [grands rassemblements mondiaux conservateurs](#) et d'[extrême droite](#) de ces dernières années¹⁵.

En ce qui concerne les droits humains, la santé sexuelle et reproductive et le multilatéralisme, une administration qui mettrait en œuvre le Projet 2025 rétablirait au minimum des politiques anti-avortement néfastes, réduirait considérablement le financement de certaines agences des Nations Unies, se retirerait d'autres, tout en collaborant avec des dirigeants autoritaires au niveau mondial. Nous recommandons aux donateurs bilatéraux et aux acteurs progressistes de même sensibilité de :

- Préparer des réponses à la fois conjointes et individuelles face à un rétablissement de la GGR afin d'en atténuer les conséquences pour les partenaires de mise en œuvre, en particulier les organisations locales de la société civile.
- S'efforcer de combler les déficits des agences des Nations Unies qui ont vu leurs financements supprimés, en particulier l'OMS, l'UNFPA, l'UNESCO et l'UNWRA.
- De s'attendre à ce que les États-Unis se retirent du Conseil des droits de l'homme ainsi que des accords internationaux et qu'ils opèrent comme une présence hostile dans les négociations de l'ONU aux côtés d'alliés d'extrême droite. Aujourd'hui, plus que jamais, il est impératif que les alliés progressistes du Nord et du Sud aient des stratégies claires, des lignes rouges [à ne pas franchir] et un langage commun pour contrer les groupes d'États membres anti-genre à l'ONU.
- Répondre à la DCG par des démarches diplomatiques qui démontrent l'engagement envers le système des droits humains.
- Sensibiliser les gouvernements, les agences de développement, les organisations de la société civile et leurs sous-récepteurs dans tous les domaines où la politique étrangère anti-genre et la désinformation des États-Unis pourraient avoir des effets néfastes, notamment en ce qui concerne le projet Protego.

15 Le président Javier Milei [incarne cette philosophie depuis son entrée en fonction en décembre 2023](#).

En se concentrant sur ces risques prévisibles, la communauté mondiale de défense des droits humains pourra contribuer à bloquer certaines des initiatives les plus néfastes du Projet 2025. En outre, il convient d'envisager le scénario le plus pessimiste qui implique des États-Unis illibéraux dotés d'un pouvoir exécutif musclé - en particulier un pouvoir exécutif auquel, depuis juillet 2024, la Cour suprême des États-Unis a accordé l'immunité contre toute poursuite pénale. Aujourd'hui plus que jamais, le Nord et le Sud de la planète ont besoin d'une approche progressiste pour assurer la protection d'une société civile garante des droits humains et partenaire du développement, et pour offrir une alternative à l'extrême droite mondialisée en plein ascension.

Ipas Partenaires pour la
justice reproductive

P.O. Box 9990, Chapel Hill, NC 27515 USA

 1.919.967.7052

 ContactUs@ipas.org

www.ipas.org